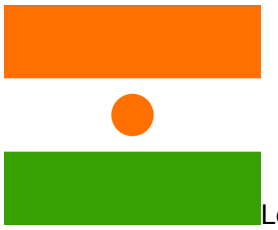
Editorial - Le coup d'Etat. Et après ?

Thursday 25 février 2010



Le jeudi 18 février 2010, un coup d'Etat militaire a mis fin à la 6ème République. Un coup d'Etat est toujours regrettable car il témoigne soit de l'entêtement des militaires à s'immiscer dans le politique soit de l'échec du politique et des institutions républicaines. Néanmoins, il faut noter que l'intervention des militaires ce 18 février met fin à une crise politique qui divise les Nigériens depuis près d'une année et risquait de mettre à mal la crédibilité et la stabilité de notre pays ainsi que son développement.

CDC croit fermement en la démocratie et milite pour que chaque institution puisse jouer pleinement son rôle dans le respect de l'équilibre des pouvoirs et de la constitution. Nous prenons acte du coup d'Etat et des premières déclarations d'intention du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD).

Fidèle à son travail pour le développement du Niger, CDC pense que la période de transition qui s'ouvre doit être mise à profit pour doter le pays d'une constitution qui doit être le fruit de concertations et de débats impliquant toutes les composantes de la population nigérienne. Une constitution reconnue par tous et susceptible de tenir des siècles durant avec des amendements mineurs. Nous appelons de ce fait le CSRD à convoquer au plus tôt une assemblée constituante pour que commence ce travail prioritaire à l'issue duquel sortiront les institutions d'une 7ème République qui, nous l'espérons aura appris les leçons du passé.

CDC souhaite aussi partager ses réflexions et donner la voix aux nigériens pour qu'ils puissent exprimer leurs visions et leurs vœux pour cette transition. Nous vous invitons ainsi à poster vos points de vue dans la Rubrique Opinions du site de CDC (Cliquez ici pour soumettre vos textes).

Nous avons pointés particulièrement les sujets ci-dessous qui semblent émerger dans les discussions des nigériens.

Renouvellement de la classe politique :

- Faut-il disqualifier la classe politique actuelle? quels problèmes cette option pourrait-elle poser ? Ne faudrait-il pas plutôt une approche du renouvellement de la classe politique reposant sur un engagement des jeunes sur le terrain, une approche plus éducative et plus respectueuse des libertés fondamentales ?
- Comment assurer l'émergence de nouveaux leaders crédibles et d'idées novatrices ?

Sort à réserver à Tandja et à ses compagnons :

- Faut-il les juger ?
- Faut-il plutôt une commission indépendante nigérienne ou internationale pour faire la lumière sur les évènements avec une portée plus morale et historique que judiciaire ?

Suite à donner aux poursuites judiciaires et à l'opération anti-corruption engagées par Tandja :

Comment rectifier les limites de cette expérience pour mettre véritablement fin à l'impunité, tout en garantissant l'indépendance de la justice et en évitant l'utilisation de la justice à des fins politiques?

La nouvelle constitution :

- Quel processus mettre en place pour sa rédaction ?
- Quels sont les points capitaux qui devraient y figurer ?
- Comment en faire une vision originale profonde du peuple nigérien ?

Eviter tout coup d’Etat à l’avenir

Nous vous invitons à lire nos réflexions détaillées dans notre dossier intitulé *Après le coup d’Etat au Niger, réfléchir sur les perspectives d’un nouveau départ*, qui développe des idées concrètes sur ces interrogations (première partie) et fait un rappel du contexte dans lequel intervient cette transition (deuxième partie). Nous vous invitons à une lecture attentive, et en retour nous souhaitons recevoir vos points de vue constructifs en profitant de la tribune de publication que vous offre CDC.

Commentaires

opinion

Soumis par barmou rabiou (not verified) le 01/03/2011

ne plaind jamais les hommes car ils ne seront jamais a la hauteur e tes attentes.le constat est amer et tenez

la fin de la transition s annonce ,un petit espoir se pointe à l'horizon,les nigeriens on enfin esperè qu'ils auraient justice,et juste a la veille des elections,cette justice a ete contrariee et escamotee,car c encore le passè qui s'oppose a l'avenir,lecomplot contre la transparence, la fourberie contre le dynamisme,la peur et la salivation contre le progres et le sacrifice;alors semble t_il que l' age d'or n' est pas pour demain pour le niger.

On prend les mêmes, on recommence

Soumis par moustaf (not verified) le 20/02/2011

C'est au nom et aux dépens du peuple, au sommet et sur le dos de l'Etat, que se nouent en permanence, des marchandages purement politiciens!

opinion

Soumis par barmou rabiou (not verified) le 06/04/2010

camarade,tres bonjour ,courage a nouveau pr cette initiative ,je suis fier de constater k ns sommes nombreux a etre preocupe par la situation actuelle du pays,ceci dit tres prochainement ns viendront enseemble pr materialiser tt ce dont ns denoncons comme mal ki qui met frein au developpement e notre pays,je suis decequi pensent que ns n'allonsplus continuer a etre des attentistes,nous allons continuer a ecrire autant k possible ,sur tt les sujets sans tabou afin d'y faire triompher le merite sur le clientelisme,cartt doit necessiremt passer par la.merci encore.WE ARE TOGETHER

réaction à lucidité

Soumis par Anonyme (not verified) le 17/03/2010

Bonsoir à tous

Je suis d'accord avec l'auteur de la reflexion soumise par anonyme. En effet on attend que la nouvelle équipe au pouvoir pose des actes réparateurs ou initie une stratégie qui détruirait à jamais certains maux dont souffre notre société.

A mon avis pour cela il y'a des préalables à ne pas perdre de vue: notre pays n'est encore indépendant économiquement ; la corruption a gagné du terrain et la solidité des liens familiaux fait des victimes...

La meilleure solution pour nous c'est de conscientiser la population par un comportement responsable et digne. Si la population nigérienne ou la majorité des jeunes futurs du pays ne prennent pas conscience de la mondialisation et de l'utilité de s'investir pour atteindre l'objectif fixé rien ne serait facile.

Je souhaite que tous les nigeriens soient d'accord sur les domaines cruciaux , sur un objectif planifié et acceptent d'assumer ensemble le devoir citoyen : sauvegarder le bien public et la culture ; avoir de la fierté ; accepter le sacrifice que nécéssite le developpement.

les dirigeants ont le peuple qu`ils meritent

Soumis par diouf abdoulaye (not verified) le 15/03/2010

si vous pemettez ma modeste contribution je dirais que du moment qu`on a le titre de nigerien l`on peut jouir de toutes les prerogatives que cela confere.

on ne doit pas combattre l`exclusion par l`exclusion.

les coup d`etat doivent se faire dans les partis politiques non pas par la force mais par les actes benefiques poses a l`endroit des militants

il va de soit que quand tu investis meme de ta poche dans le bien etre des populations ils te soutiendrons de maniere indefectible.

mais dans le cas contraire on a vu:

hama qui a fuit parce qu`il n`est pas sur de ses arrieres meme pas les amazones

idem pour mahamane ousmanequi a perdu tous ses porteurs de gatari

de meme pour mahamadou issoufou qui gere des milliards pour ses elections mais concretement sur le terrain qu`a t`il fait.

aujourd`hui qui est descendu dans la rue pour tanja et dieu seul sait combien ont **manze**

imaginez un peut que tout ces militants de parti politique erudits se mettent a:

-organiser des cours d`adultes pour alphabetiser et elever la conscience politique des masses

-aider les paysans a ameliorer leur semences

-sensibiliser et mener des actions d`hygiene d`assainissement dans les villages

bref il y`a de quoi faire.

ma conception d`un parti politique c`est un gouvernement qui sait gerer mais qui n`attend que le peuple lui accorde sa confiance et en attendant cela il peut nommer ses cadres et faire ses preuves en entreprenant des actions benefiques destinees aux populations.

personne ne s`y opposera

Sur les leaders et la stabilité politiques

Soumis par CDC-mKARIDJO le 28/02/2010

Vous connaissez sans doute l'expression : « chaque peuple a les dirigeants qu'il mérite ». Il faut comprendre par cela que c'est la société qui crée les dirigeants et non les textes de loi. Et c'est partout pareil. Il n'y a aucun pays au monde, où l'on empêche à un citoyen de se présenter à des élections sous prétexte de renouvellement de la classe politique.

Prenons l'exemple de la France :

François Mitterrand a été élu président au bout de sa 3ième tentative (1965, 1974, 1981) et ça aurait pu être sa 4ième tentative parce qu'il y a eu une élection présidentielle en 1969, après la démission de Charles de Gaulle, à laquelle il ne s'est pas présenté.

Jacques Chirac, lui, a du se présenter 4 fois (1974, 1981, 1988, 1995) à l'élection présidentielle pour être élu.

Ces 2 anciens présidents français ont tous passé plus de 40 ans de leur vie en politique.

Aux Etats-Unis, il y a également des exemples de personnalité qui se sont présentées plusieurs fois aux primaires de leur parti. Seulement, dans ce pays, lorsqu'un candidat investi par les militants de son partie échoue à l'élection présidentielle, il a de faibles chances d'avoir à nouveau la confiance de son partie; c'est donc les militants qui renouvellent leur leader!

En ce qui concerne la stabilité politique, après 50 ans d'indépendance, le Niger n'a pas à rougir de sa marche tumultueuse vers la démocratie. En effet, la stabilité démocratique, ce n'est pas la présidence à vie de certains pays africains, c'est plutôt le renforcement des institutions démocratiques. Et le coup d'Etat du 18 février dernier ne peut aller que dans ce sens car, dorénavant, dans leur conscience populaire, les nigériens savent qu'on ne peut pas jouer avec les institutions comme bon nous le semble.

En conclusion, battons nous pour renforcer nos institutions, vulgarisons les et laissons le peuple exercer son pouvoir : celui du choix de ses dirigeants.

Lucidité

Soumis par Anonyme (not verified) le 27/02/2010

Bonjour à tous.

La réaction de Moustaf est compréhensible avec tous ce qu'on a connu comme soubresauts politiques. On peut facilement constater que ceux sont les mêmes personnes qui jouent avec le peuple depuis l'avènement de la démocratie en 1990. Trois couts d'états et même leaders politiques, c'est tout a fait normale de penser que la première solution au problème politique du pays est la discalification de ces derniers. Seulement, je peux dire que ce n'est pas la meilleure solution, car rien qu'avec le tazartché qui est une remise en cause flagarante de l'ordre démocratique, Tanja a bénéficié du soutien de toutes les couches sociales du pays. Même des professeurs en droit ont soutenu tanja. Des jeunes écoliers et étudiants ont soutenu Tanja. On peut écarter quelques individus mais la racine du mal restera toujours.

Moi, je pense que ce qu'il y a à faire au niveau de la classe politique c'est de modifier la charte des partis politiques pour limiter le nombre de fois qu'un parti peut présenter une même personne à la présidence (2 ou 3 fois). Aussi, imposer à ce que les partis organisent des cessions de formation de leurs militants sur la responsabilité citoyenne.

Concernant les poursuites judiciaires, la commission crime et abus issue de la conférence nnationale avait beaucoup failli à sa mission. Les gens avaient beaucoup critiqué les actes de détournement des derniers publiques à la conférence, mais à la fin des travaux de la commision, aucun résultat n'a été obtenu. Les travaux de cette commission n'ont pas permis de recupérer les fond détournés et personne n'a été chatié. Ce qui a fait que les détournements n'ont arreté et mieux ça s'est développé avec Tanja. Je pense qu'il faut une réaction forte contre les détournments pour pouvoir y mettre fin. Il faut que la nouvelle équipe fasse des audits et chatie tous les auteurs de détournements des derniers publiques.

A+

Mon avis

Soumis par moustaf (not verified) le 27/02/2010

Chersfréres je vous ai bien lu et je dois avouer que vous avez tous 2 raisons au sujet du régime déchu... Toute fois ce n'est qu'un avis, le mien. je continue de penser que tant qu'on ne mettra pas hors course tous les gens qui ont concourru à l'avénement de la 6é République, nous ne pouvons espérer tourner la page ni même espérer un renouveau de la classe pôlitique. Ils essaieront de saboter tous les efforts à venir du nouveau gouvernement dés qu'ils en auront l'occasion. En plus je ne demande pas l'impossible. je veux juste que justice soit faite. il y a bien une peine prévu dans la constitution pour tout manquement au règles démocratiques et pour toute violation flagrante de la dite constituttion. Les règles sont faites pour être respecter. il n'ya pas de démi mésure. La loi doit être dite.

c'est la moindre des choses.

Réponse à moustaf

Soumis par CDC-aSAIDOU le 27/02/2010

Merci de votre intérêt pour ces questions importantes pour le Niger. Vos points de vue permettent de faire évoluer le débat. En effet, vous montrez qu'au delà de la pure gestion politique de la transition,

on ne doit pas perdre de vue les questions clefs liées au développement. Nos reflexions vont aussi dans ce sens.

Là où notre point de vue est nuancé de ce que vous avez écrit, c'est quand vous écrivez: "*La nouvelle constitution devrait prevoir un article qui rendrait inéligible tous les acteurs pôlitiques ayant pris part au mouvement tazartché, amsi aussi tous les acteurs pôlitiques d'un certains âge et ceux qui ne seraient pas à même capable de comprendre les enjeux du 21é siècle.*" C'est là une question délicate, en effet. Nous sommes d'accord avec vous sur la nécessité d'un renouveau du cadre politique et même de la classe politique. Mais il nous apparaît que cela ne va pas passer par une disqualification "decrétée" des anciens leaders, cette option pouvant poser un problème de droits fondamentaux. Nous avons, dans notre dossier consacré aux perspectives sur la transition (disponible à ce jour sur la page d'accueil de CDC), developpée une analyse de la question en prônant, à la fin, que des mesures brusques telles que celle que vous évoquez ne soit pas prises, mais que le processus de renouveau de la classe politique se fasse avec une approche plus éducative. Voudriez-vous prendre connaissance du contenu de ce paragraphe ("Eviter de nouvelles sources de dérapages", dans la partie perspectives du dossier évoqué), et nous dire ce que vous en pensez?

PS: Sur la question des auteurs du Tazarcé, voir aussi le même dossier dans la partie intitulée "Traiter sans rancune le cas du président déchu et de ses dignitaires, avec une perspective digne et historique".

Ton analyse bien que

Soumis par Ténéré (not verified) le 27/02/2010

Ton analyse bien que pertinente ne prends pas en compte que ces acteurs politiques, qu'on devrait "nettoyer", ont un soutien populaire assez conséquent. Et si on devait les mettre tous de côté ils n'hésiteraient pas à s'alliier ce qui leur donneraient plus de poids encore. Je pense que cette action, même si elle aurait pû être bénéfique pour le pays, n'est tout simplement pas réalisable (on risquerait d'aboutir sur une guerre civile).

De la survie des nigeriens

Soumis par moustaf (not verified) le 26/02/2010

Bonjour à tous,

cet article me parait assez intéréssant en ce qu'il pose non seulement des questions mais y repond à la fois.

En effet il y va de la survie du peuple et de la démocratie...

Nous sommes nombreux à penser qu'un néttoyage de la classe pôlitique est nécéssaire voir vitale pour notre société. En effet, ça serait un coup d'épée dans l'eau que de laisser la situation tel quel. La nouvelle constitution devrait prevoir un article qui rendrait inéligible tous les acteurs pôlitiques ayant pris part au mouvement tazartché, amsi aussi tous les acteurs pôlitiques d'un certains âge et ceux qui ne seraient pas à même capable de comprendre les enjeux du 21é siècle.

Le programme de relance du nouveau gouvernement doit en premier lieu prendre en compte les facteurs du chômage des jeunes diplômés et y remedier en investissant massivement dans les projets de création d'entreprise.

D'aprés une étude dont jai eu connaissance récement, beaucoup de grande entreprise ne peuvent

s'installer au Niger du fait qu'il n'existe pas de petites entreprises pouvant soutenir quelques activités d'externalisation des grandes firmes.

Investir massivement dans la santé et dans la réhabilitation des infrastructures nationales permettant de faciliter l'achéminements des marchandises d'une région à une autre.

Je pourrais encore citer bcp de domaines où compte tenu de nos moyens nous pourrions faire mieux... Au lieu de verser des fonds politique à nos politiciens véreux (plusieurs millions d'euros) cet argent pourrait servir à dévélopper les transports urbains qui existaient jadis à niamey...

Pour les auteurs du tazartché, juger équitablement tout manquement à la constitution de la 5é R. et en faire des exemples. cela pourrait dissuader les futurs tenant du pouvoir.

La pire décision serait de fermer les yeux sur tout ce qui s'est passé et de passer l'éponge. c'est un couteau à double tranchant.

- Éditorial

URL source (Obtenu le *06/05/2024*):
https://cridecigogne.org/content/editorial-le-coup-d-etat-et-apres